

J'ai participé ce mercredi 14 mars, au ministère des transports, à la rencontre qui a eu lieu entre Élisabeth Borne, ministre des Transports et plusieurs élus et parlementaires des régions Centre-Val de Loire et Auvergne-Rhône-Alpes à l'initiative de Rémy Pointereau, président de l'association TGV Grand Centre.

Au cours de cette réunion, j'ai réaffirmé mon profond attachement à la réalisation de la ligne à grande vitesse Paris-Orléans-Clermont-Ferrand-Lyon (POCL), non seulement parce qu'il y a un risque de saturation de la ligne Paris-Lyon, mais parce que c'est un impératif majeur pour l'aménagement du territoire. Soit on concentre les lignes à grande vitesse sur deux axes : Paris-Lyon-Marseille d'une part, Paris-Bordeaux d'autre part, ce qui n'est pas ma position, car entre ces deux axes il y a 17 millions d'habitants ! Soit on fait bénéficier ces 17 millions d'habitants et notamment les métropoles d'Orléans et de Clermont-Ferrand et des villes comme Bourges et Montluçon, du réseau TGV et alors on est dans une vraie perspective d'aménagement du territoire.

J'ai dit, avec d'autres, que les annonces récentes – qui n'ont d'ailleurs aucun caractère définitif – ne doivent en rien obérer notre détermination à voir ce futur TGV mis en œuvre.

C'est pourquoi j'ai demandé, avec tous les élus présents, le maintien des réserves foncières nécessaires, la poursuite des études et le lancement de la « tierce expertise » qui doit l'être dans des délais rapides. La ministre Élisabeth Borne, a répondu qu'en effet « *il ne fallait pas injurier l'avenir.* »

Cette position doit renforcer notre détermination à nous battre très activement pour cette future ligne TGV.

Jean-Pierre Sueur